

# Occupation accessoire, cours et fonction d'expert-e

## Demande d'autorisation

(Articles 84 et 85 de l'Ordonnance sur le personnel de l'Etat)

- Toute activité accessoire rétribuée au-delà d'un défraiement nécessite une autorisation délivrée par le Service des ressources humaines.
- Dans les cas où l'activité, rétribuée ou non, paraît incompatible avec l'exercice de la fonction ou pourrait porter préjudice à l'image du service public ou de l'Etat, le Gouvernement statue sur l'autorisation.
- Toute personne désirant dispenser des cours, fonctionner comme expert-e ou faire partie de commissions régionales ou fédérales doit également obtenir une autorisation au moyen de ce formulaire.

## 1 Données personnelles

N° matricule :

Taux d'occupation :

Nom :

Département / Service :

Prénom :

Fonction :

## 2 Activité

Fonction :

Employeur / association / société :

Début d'activité :

Rétribution prévue, si connue (en CHF/an) :

Fin d'activité :

Temps prévu (en heures /an ou pourcentage)

Un contrat de travail est-il conclu pour cette activité :

Nature de l'activité :

Remarques :

Lieu et date :

## 3 Préavis

Préavis

Remarques :

Date :

Nom, Prénom :

## 4 Décision du Service des ressources humaines

Décision :

Remarques :

Date :

Vu par :

## 5 Décision du Gouvernement

Décision :

Remarques :

Séance du :

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Martial Courtet  
Président

Jean-Baptiste Maître  
Chancelier d'Etat

Décision communiquée à :

*La présente décision peut, dans un délai de 30 jours à dater de sa notification, être soumise à l'Autorité de conciliation en matière de personnel de l'Etat, case postale 272, 2800 Delémont.*